

Le nucléaire permet-il de lutter contre le réchauffement de la planète ?

Les activités humaines produisent des gaz, comme le dioxyde de carbone (CO₂), qui causent un réchauffement de l'atmosphère et un dérèglement du climat. C'est l'effet de serre. Le nucléaire, qui produit peu de gaz à effet de serre, est présenté comme une solution, ce qui est à la fois absurde et mensonger :

- c'est absurde car l'objectif est de laisser aux générations futures une Terre habitable. Or le nucléaire contamine la planète pour des centaines de milliers d'années...
- c'est mensonger car le nucléaire a sur la planète une place si marginale (2% de la consommation d'énergie), et en déclin, qu'il est totalement incapable d'empêcher le réchauffement climatique.

- au contraire, c'est le dérèglement climatique qui met en échec les centrales nucléaires. Lors de la tempête 1999, la centrale du Blayais (Gironde) a été si gravement inondée qu'elle a frôlé la catastrophe. Lors des canicules 2003 et 2006, la France a été obligée d'importer de l'électricité : il n'y avait plus assez d'eau (ou de l'eau trop chaude) dans les rivières pour refroidir les réacteurs nucléaires. Le climatologue reconnaissent que les tempêtes et canicules vont être de plus en plus fréquentes et intenses : la France nucléaire risque bien d'être frappée par des pénuries... si ce n'est pas par des catastrophes.



Nota : 90% de la hausse des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne sont dus aux transports. C'est dans ce secteur, mais aussi dans l'industrie et contre l'agriculture intensive (fortement émettrice de gaz à effet de serre), qu'il faut agir prioritairement. Construire des centrales nucléaires n'y change rien.

Enfin, que les contrôles soient sérieux ou non, rien ne peut empêcher un attentat suicide du style 11 septembre : les centrales nucléaires (y compris le "nouveau" réacteur, l'EPR) et les usines de La Hague et de Marcoule ne sont pas prévues pour résister à la chute d'un avion de ligne.

Le nucléaire civil est-il indépendant du nucléaire militaire ?

L'uranium enrichi et le plutonium permettent la fabrication de bombes atomiques. Or, tous deux sont issus d'activités nucléaires dites "civiles" : l'uranium est enrichi sous prétexte de faire du combustible pour les centrales nucléaires, lesquelles produisent du plutonium. C'est pour cela que Saddam Hussein a acheté une centrale nucléaire (à... la France !) en 1976, et qu'aujourd'hui la Corée du Nord et l'Iran prétendent faire du nucléaire "civil". Le nucléaire "civil" et le nucléaire militaire sont les deux visages d'un même monstre.

Les pays voisins de la France ne profitent-ils pas de ses centrales nucléaires ?

C'est en partie vrai, hélas. Le nucléaire français, en plus de ses tares bien connues (risques, déchets, etc.) a donc un autre inconvénient majeur : il dissuade certains de nos voisins de faire les efforts nécessaires en terme d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables. Il leur suffit d'importer l'électricité nucléaire... que la France leur vend à perte pour faire tourner ses centrales. Nous payons la différence... et nous gardons les déchets nucléaires ! Notons cependant que, dès qu'il fait un peu froid, à cause des millions de chauffages électriques installés par EDF pour "justifier" le nucléaire, c'est la France qui importe de l'électricité, massivement et à prix d'or. En 2006, la France a ainsi exporté pour 4 milliards d'euros d'électricité mais elle en a toute de même importé pour 1,5 milliards ! Par ailleurs, contrairement à une idée reçue, depuis 2004, c'est l'Allemagne qui est exportatrice nette d'électricité vers la France. (Cf chiffres officiels sur www.rte-france.com)

Les centrales nucléaires sont-elles indispensables aux régions qui les accueillent ?

Les taxes professionnelles, le parrainage des activités culturelles, et surtout les emplois centralisés font que les communes et départements qui accueillent les centrales nucléaires leur sont soumis comme l'étaient autrefois les populations à leurs "seigneurs".

On se croirait revenu au Moyen-Age ! Les énergies renouvelables permettent une répartition beaucoup plus harmonieuse des sites de production (et donc de l'emploi, des taxes professionnelles, etc.) sur l'ensemble du territoire. Il faut mettre un terme aux "baronnies" nucléaires.

La fusion nucléaire - et le réacteur ITER - est-elle une solution ?

Si ITER était vraiment ce qu'on nous dit, nous y serions favorables. Hélas ! ITER ne produira jamais d'électricité (le but est d'essayer de maintenir une fusion expérimentale pendant... 400 secondes !). Deux Prix Nobel de physique dénoncent Iter : Pierre-Gilles de Gênes (France, 1991) et Matatoshi Koshiba (Japon, 2002). Ce dernier explique que ITER produira "de très grandes quantités de tritium, hydrogène radioactif extrêmement nocif pour les organismes vivants" et "50 000 tonnes de déchets nucléaires ayant plus de 1000 ans de durée de vie." Et tout ça sans aucune garantie que la fusion produise un jour de l'électricité.

La sortie du nucléaire serait-elle néfaste pour l'emploi ?

Si la sortie du nucléaire est décidée, il restera encore des dizaines d'années de travail : le temps d'arrêter toutes les centrales (tout a été fait dans ce pays pour que l'arrêt immédiat soit impossible), puis de les démanteler, opération extrêmement complexe, mal maîtrisée, et dont le coût est beaucoup plus lourd que celui qui est annoncé officiellement. Par ailleurs, les plans d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables sont très fortement créateurs d'emplois : 10 à 15 fois plus que le nucléaire. La sortie du nucléaire est une vraie chance pour l'emploi... et pour la santé des salariés qui n'auront plus à être irradiés pour gagner leur vie.



La sortie du nucléaire coûterait-elle terriblement cher ?

C'est continuer le nucléaire qui coûte le plus cher ! La maintenance des centrales, les révisions décennales, le remplacement des générateurs de vapeur, des couvercles de cuve altérés, la question (sans solution) des déchets nucléaires, etc. : ce sont des milliards d'euros que coûte en permanence le nucléaire. Il faut y ajouter les cancers des salariés et riverains, et nous n'osons parler du coût humain et financier d'un nouveau Tchernobyl. Le nucléaire est un désastre environnemental, humain, financier et démocratique. Pour éviter la catastrophe, économiser réellement l'énergie, développer enfin les énergies renouvelables, et laisser une chance aux générations futures, prenons maintenant la décision de sortir du nucléaire.

Si vous souhaitez compléter ou approfondir votre information, nous tenons à votre disposition des documents, brochures, rapports. Rejoignez le Réseau "Sortir du nucléaire" et/ou contribuez à ses actions.



Réseau "Sortir du nucléaire"
Fédération de 799 associations

9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04
Tel : 04 78 28 29 22 - www.sortirdunucleaire.fr



La sortie du nucléaire en Questions ?

Document réalisé par le Réseau "Sortir du nucléaire" - www.sortirdunucleaire.fr
Troisième édition, enrichie et complétée (juin 2007)

La France peut-elle sortir du nucléaire alors qu'elle en dépend à 75% ?

Le nucléaire produit bien 75% de notre électricité, mais il ne représente en fait que 17% de l'énergie consommée en France et à peine 2% dans le monde. Il est donc tout à fait possible de s'en passer, d'autant qu'il existe de nombreuses autres façons de produire de l'électricité. De plus, en isolant bien les bâtiments, il est possible de faire jusqu'à 90% d'économie, voire 100% avec les maisons dites "passives".

Le nucléaire mondial est-il en expansion, en particulier avec la Chine ?

Le 1^{er} janvier 2007, sept réacteurs ont été définitivement arrêtés en Europe. Et la majorité des 435 réacteurs actuellement en fonction sur Terre vont aussi fermer dans les 20 ans à venir. Il est hélas vrai que de nouveaux réacteurs vont être construits ici ou là, mais cela ne fera que freiner le déclin de l'atome. Qui plus est, les annonces de nouveaux réacteurs restent souvent à l'état de projet. Quant à la Chine, même si elle construit vraiment les 40 nouveaux réacteurs annoncés, elle arrivera simplement à 4% d'électricité nucléaire (contre 2% actuellement) en 2030, ce qui fera... 0,8% de sa consommation d'énergie. Le nucléaire est en fait une énergie marginale et inexorablement en déclin. Hélas, le danger nucléaire reste, lui, extrême.

Le nucléaire assure-t-il la sécurité d'approvisionnement énergétique ?

Même poussé au maximum comme en France, le nucléaire n'arrive à couvrir qu'une petite part de l'énergie. C'est pour cela que le trio "pétrole/gaz/charbon" représente 75% de la consommation française d'énergie et que, comme les autres pays, notre facture énergétique - sans compter la facture nucléaire (démantèlement, déchets) qui s'annonce elle aussi explosive - a doublé en 3 ans pour atteindre 46 milliards d'euros en 2006. Le nucléaire ne nous protège donc en rien. Au contraire, il nous met à la merci de pénuries : à chaque événement climatique (voir plus loin), le parc nucléaire est en échec et nous importons de l'électricité à prix d'or.

Le nucléaire représente-t-il un avantage pour l'économie ?

En 2006, l'Allemagne, qui sort du nucléaire et ne compte plus que 17 réacteurs pour 85 millions d'habitants, a établi un excédent commercial record de 162 milliards d'euros. Dans le même temps, la France, qui a la "chance" d'avoir 58 réacteurs nucléaires pour moins de 62 millions d'habitants, a établi elle aussi un record, mais en terme de déficit commercial (- 30 milliards). CQFD.

Le nucléaire assure-t-il l'indépendance énergétique, et l'emploi ?

La France est encore plus dépendante avec le nucléaire qu'avec les hydrocarbures car 100% de l'uranium - le combustible des centrales nucléaires - est importé (en particulier du Niger où la Cogéma contamine l'environnement et les populations). Les réserves d'uranium s'amenuisant et son prix montant en flèche, le problème est le même qu'avec le pétrole. Par ailleurs, contrairement à une idée reçue, le nucléaire crée très peu d'emplois : ainsi, si le réacteur EPR est construit, il créera à peine 300 emplois pérenne pour 3,3 milliards d'euros. La même somme, investie dans les plans d'économie et dans les renouvelables, créerait 15 fois plus d'emplois ! (Etude avril 2006)

Les populations refusent-elles les éoliennes ?

Un sondage de l'Institut Louis Harris réalisé en avril 2005 montre que 91% des Français sont favorables aux éoliennes. Pour construire les centrales nucléaires, l'Etat français a réprimé des manifestations massives (mais pacifiques). Or, ce même Etat recule aujourd'hui devant de maigres associations "anti-éoliennes". La vérité est simple : les citoyens sont massivement favorables aux énergies renouvelables.

Les éoliennes défigurent-elles les paysages ?

Avec les centrales nucléaires, la France possède quelques gros points de production d'électricité... et 200 000 pylônes THT (Très haute tension) pour la transporter (avec d'énormes pertes en ligne d'ailleurs). Ces pylônes et leurs lignes défigurent le pays beaucoup plus que les quelques centaines d'éoliennes françaises et que les milliers d'autres qu'il faut construire au plus vite.

Faut-il "recouvrir la France" d'éoliennes et de panneaux solaires ?

L'Allemagne a plus de 150 000 toits solaires et plus de 30 000 éoliennes. Avez-vous entendu dire que ce pays aurait "disparu" ? Toutes les formes de production d'électricité ont leurs aspects négatifs, mais seul le nucléaire présente des inconvénients absolument inacceptables (déchets, risque de catastrophes). Les énergies renouvelables ne sont pas dangereuses, ne produisent pas de déchets radioactifs, et sont facilement démontables si nécessaire, contrairement aux centrales nucléaires.

Les énergies renouvelables peuvent-elles produire autant d'électricité que le nucléaire ?

Il ne faut surtout pas essayer de produire (et de gaspiller !) autant : en effet, pour justifier les centrales et empêcher la sortie du nucléaire, EDF et les gouvernements successifs développent depuis 30 ans et encore aujourd'hui une scandaleuse surconsommation d'électricité, par exemple avec le chauffage électrique et la climatisation des bâtiments dont la plupart son mal isolés. Les gaspillages sont tels qu'on peut facilement réduire de moitié la consommation électrique française sans perte de confort. Pour autant, l'énergie éolienne est en train de devenir un peu partout une énergie massive (sauf en France).

Faut-il exploiter simultanément le nucléaire et les énergies renouvelables ?

Se contenter de réduire la part du nucléaire, ce serait continuer à contaminer les environs des centrales nucléaires, à produire des déchets radioactifs et à courir le risque de catastrophes. L'industrie nucléaire est inacceptable par nature. C'est à sa disparition totale qu'il faut arriver, aussi vite que possible.

Les énergies renouvelables coûtent-elles cher ?

L'investissement est effectivement assez cher, mais il est rentabilisé en quelques années. Ceci dit, il serait normal d'accorder aujourd'hui aux énergies renouvelables les aides massives dont a bénéficié le nucléaire à son lancement : chacun devrait avoir droit à l'installation gratuite chez lui de matériel (chauffe-eau solaire, panneaux photovoltaïques, une petite éolienne pour ceux qui ont la place), le prix étant payé sur trente ans par les impôts et par les factures d'électricité. EDF tente de discréditer les renouvelables en prétendant qu'elles sont chères. Pourtant, le soleil, le vent, le bois nous sont fournis gratuitement par la nature !

Le kilowattheure nucléaire est-il vraiment bon marché ?

Non : des sommes immenses (estimées à 450 milliards d'euros) sont investies dans le nucléaire depuis 50 ans, majoritairement sur fonds publics. Ce scandale a été reconnu par le ministre de l'Industrie Patrick Devedjian : "Pendant des années, les Français ont beaucoup contribué, par leurs impôts, au développement du parc nucléaire." (JDD, 2 janvier 2005). Ces sommes ne figurent pas sur les factures EDF qui laissent croire abusivement que l'électricité nucléaire est bon marché. Par ailleurs, les générations futures payeront pour nos déchets nucléaires et pour le démantèlement de nos installations nucléaires (voir les rapports édifiants de la Cour des comptes). De plus, le chauffage électrique reste de loin le plus cher et a poussé au surendettement des milliers de ménages modestes.

Les mines d'uranium sont-elles dangereuses ?

Les révélations s'accumulent concernant les mines d'uranium, le combustible des centrales nucléaires. Le Limousin et le Niger sont gravement contaminés par les opérations d'extraction de Cogéma-Areva. Pourtant, celle-ci s'entête et veut ouvrir une mine en Australie, dans un parc naturel, près de populations aborigènes.

Que faut-il faire des déchets nucléaires les plus dangereux ?

a) Faut-il les enfouir ? Un laboratoire souterrain, potentiellement futur site d'enfouissement des déchets nucléaires, est en construction à Bure (Meuse). Tôt ou tard, les fûts de déchets nucléaires s'ouvriraient à cause de la corrosion. La radioactivité trouvera son chemin par les failles géologiques, contaminera les nappes phréatiques, et reviendra à la surface de la Terre. C'est un véritable crime contre les générations futures.

b) Peut-on les rendre inoffensifs ? Les chercheurs du lobby nucléaire obtiennent toujours plus d'argent en prétendant pouvoir transformer les déchets nucléaires, réduire leur durée de vie et leur dangerosité. Cette opération, la "transmutation", est impossible à l'échelle industrielle. Depuis 50 ans, les apprentis sorciers du nucléaire annoncent vainement des solutions pour les déchets nucléaires...

c) Le retraitement est-il une solution ? Une fois retraités, les déchets nucléaires sont... toujours des déchets nucléaires, aussi radioactifs qu'avant, et dont on ne sait toujours pas quoi faire ! Une petite partie peut certes resservir une fois (c'est le combustible "MOX", encore plus dangereux) dans les centrales nucléaires, mais le problème reste entier... Le rapport Charpin-Dessus-Pellat remis au Premier ministre en 2000 a montré que le retraitement était injustifiable économiquement. Par ailleurs, suite à un très grave accident de son usine de Sellafield, le retraitement est définitivement condamné en Grande-Bretagne. En France, il faudrait fermer l'usine de La Hague qui contamine l'environnement plus que des dizaines de centrales.



Conclusion : que faire des déchets nucléaires ? Si nous acceptons de rechercher une "solution", les autorités annonceront que le problème est en cours de résolution et qu'il est donc possible de continuer le nucléaire. C'est un piège. La première chose à faire est d'arrêter de produire des déchets radioactifs (et donc de fermer au plus vite les centrales nucléaires). Ce n'est qu'ensuite qu'on pourra essayer de trouver une solution "la moins mauvaise possible", sachant que ce sera dans tous les cas un "cadeau" empoisonné pour les générations futures.

Existe-t-il d'autres déchets radioactifs ?

Hélas oui. L'industrie nucléaire génère en permanence des milliers de tonnes de déchets et résidus plus ou moins radioactifs qui s'accumulent dangereusement. En 2005, un projet visant à intégrer discrètement des ferrailles radioactives (produites par Areva) dans une fonderie ordinaire, à Feurs (Loire), a été repoussé grâce à la vigilance et la mobilisation des riverains et des associations. Cette diffusion insidieuse de la radioactivité dans la vie courante - y compris dans la nourriture ! - menace gravement la santé publique à moyen terme.

Est-il dangereux de vivre près d'une installation nucléaire ?

Oui, c'est réellement dangereux car, même sans incident, une centrale nucléaire rejette de la radioactivité dans l'air et dans l'eau. Or il n'existe pas de seuils en dessous desquels des irradiations seraient sans risques : la CIPR (Commission internationale de radioprotection, comprenant des experts de l'Autorité de sûreté nucléaire française) reconnaît depuis 1990 que "toute dose de rayonnement comporte un risque cancérigène et génétique". La CIPR avoue aussi que "le choix des limites de dose implique des jugements sociaux" : Cela signifie que ces seuils ont été inventés, dans le but de rassurer les riverains et les salariés. De plus, les tours de refroidissement des centrales nucléaires dégagent, jusqu'à des dizaines de kilomètres alentours, des légionelles qui peuvent être mortelles. Mais aucune étude n'est mise en œuvre pour connaître la vérité. Le rapport de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset) publié en 2006, explique que la thèse d'EDF est "irrecevable".

Le risque nucléaire est-il comparable aux autres risques ?

Nous avons le droit de décider collectivement qu'un risque est inacceptable, et c'est le cas avec le nucléaire : une catastrophe, c'est un continent entier et des millions de gens qui sont touchés. La vie devient impossible dans les zones contaminées, les enfants souffrent de graves problèmes de santé dus à la radioactivité. La population du Belarus, pays le plus touché par la catastrophe de Tchernobyl, diminue depuis quelques années (plus de morts que de naissances). Incomparable à tous les autres, le risque nucléaire n'est pas acceptable.

Que se passerait-il en cas de catastrophe nucléaire en France ?

Comme le reconnaissent depuis peu les défenseurs du nucléaire, "le risque zéro n'existe pas". Une catastrophe, avec rupture de l'enceinte de confinement et dégagement d'un nuage radioactif est hélas possible en France. Imaginez votre propre région évacuée pour des siècles. A Tchernobyl, il y a eu environ 800 000 "liquidateurs" irradiés dont la plupart sont aujourd'hui morts ou gravement malades. Si cela se produit en France, qui va se sacrifier ?

La sûreté nucléaire est-elle un exemple pour les autres industries ?

C'est ce qui est souvent affirmé, mais c'est faux. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) est composée par des gens issus du "lobby nucléaire", elle est donc juge et partie. Pendant des années, elle a vainement "exigé" de la Cogéma la fermeture de la dangereuse usine de plutonium de Cadarache (Bouches du Rhône). L'ASN est aussi incapable d'imposer des mesures sérieuses face au risque sismique : EDF refuse de faire les travaux nécessaires.

